

## **Déclaration intersyndicale au CSA Carte scolaire du 4 mars 2025**

Nos organisations syndicales FSU-SNUipp, Snudi-FO, SE-UNSA, Sud éducation, CGT éduc'action, Sgen-CFDT, continuent de s'opposer aux 110 suppressions de postes qui engendrent 198 fermetures de classes et trop peu de créations de postes de brigade.

Dans un contexte de saignée budgétaire, déjà subie par les écoles parisiennes ces deux dernières années, est venue s'ajouter l'annonce des suppressions des compléments de décharges de direction en vigueur depuis 1982, alors même que la ville s'est dite prête à signer une nouvelle convention.

La mobilisation des enseignant-es parisien-nes ne faiblira pas contre ces projets délétères pour le service public d'éducation : mardi 11 février, près de 170 écoles étaient fermées et 60% d'enseignant-es étaient grévistes, plus de 1200 personnes étaient rassemblées devant le Rectorat pour exprimer leur colère et leur refus de ces suppressions massives de postes.

La pétition intersyndicale contre la suppression des décharges de direction a réuni plus 11 000 signatures à ce jour, dans plus de 400 écoles.

Nous ne sommes pas dupes de la concertation annoncée par le Ministère avec la Ville et l'Académie sur le régime de décharge de direction. Fortes de la mobilisation très importante de la communauté éducative, nos organisations syndicales ont demandé à être reçues au Ministère, mais restent sans réponse à ce jour. C'est intolérable. Au regard de cette situation instable, nous vous demandons solennellement de surseoir à la suppression des 25 ETP de décharges de direction pour la rentrée 2025.

### **Compte-tenu de nos différentes déclarations liminaires, les organisations syndicales présentes aujourd'hui souhaitent déposer le vœu suivant :**

Le CSA de Paris du 4 mars 2025 s'oppose aux 110 suppressions de postes dans le premier degré (qui entraînent plus de 198 fermetures de classes et trop peu d'ouvertures sur les postes nécessaires : remplaçant-es, Rased, etc.), ainsi qu'à la suppression de 25 ETP de décharge de direction (qui vont avoir un impact sur les équipes et les élèves de 52 écoles).

Cela s'ajoute aux 280 postes supprimés dans les deux dernières années, qui ont conduit à 350 fermetures de classes. Nous assistons à une dégradation continue du service public d'éducation à Paris.

Le CSA de l'Académie de Paris revendique l'annulation des 110 suppressions de postes, le maintien du régime de décharge de direction et demande au Ministère l'octroi d'un budget à la hauteur des besoins.

Les organisations syndicales demandent à être reçues au Ministère dans les plus brefs délais.